

Porte-glaives

par Vernon Sullivan

Alors que nous poursuivons la publication en épisodes des Armées secrètes de l'Otan, Vernon Sullivan s'interroge sur l'ampleur du phénomène Gladio. Pour lui, les services secrets de l'Alliance atlantique ne faisaient pas que se préparer à une invasion soviétique ou que prévenir l'accès des communistes aux gouvernements européens. Au demeurant, si le Gladio n'existe plus aujourd'hui comme au temps de la Guerre froide, rien ne prouve qu'il ait totalement disparu.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 14 AOÛT 2013



Le secrétaire général de l'Otan (Anders Forgh Rasmussen), le président des États-Unis (Barack Obama) et le Premier ministre britannique (David Cameron). Selon eux, le Gladio n'a jamais existé : la preuve, il a déjà été dissous plusieurs fois.

La paranoïa serait l'apanage des régimes dictatoriaux, que l'on dit « forts » par antiphrase car leur dureté est précisément fonction de leur faiblesse intrinsèque, un défaut d'assurance qui les force à user de fermeté pour se maintenir. On soupçonne à l'inverse les sociétés civilisées de mollesse et de laxisme, si assurées qu'elles sont de la solidité de leurs

fondements. Il n'en pas toujours été ainsi. À preuve, les formes sophistiquées qu'a prises la surveillance policière du temps de la Guerre froide.

« *Gladio* », mot latin qui veut dire glaive, est l'appellation oubliée d'une organisation secrète montée dans presque tous les pays qui relèvent de l'OTAN. Ce réseau invisible était la préfiguration d'une armée secrète de saboteurs et de partisans ayant pour fonction de déstabiliser un adversaire dont on était certain qu'il gagnerait la première manche de toute guerre. La guerre ne pouvait être que du fait des Soviétiques, elle serait invasive et la domination russe ne pourrait être arrêtée que par la Manche, l'Atlantique et peut-être les Pyrénées. La Grèce et la Turquie seraient aux trois-quarts perdues, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Scandinavie et le Benelux le seraient en intégralité. La guerre se poursuivrait en Suisse, en Espagne et en Turquie ; l'avance russe serait stoppée par la maîtrise anglo-saxonne du ciel... Mais la reconquête ne serait pas envisageable. Les destructions cataclysmiques. L'Irlande abriterait les sièges de plusieurs gouvernements en exil, ceux de Suisse, de Belgique et d'Italie notamment.

Ce scénario ancien n'aurait été abandonné qu'avec la chute du Mur de Berlin. Avec cet abandon, l'ancienne structure s'est relâchée sans pour autant cesser complètement d'exister. C'est que ses principaux promoteurs ont encore du travail, beaucoup, celui d'opérer le démontage en douceur en évitant que la structure ne devienne trop visible et que les noms des membres et des responsables principaux ne soient tous divulgués. Car s'il est évident que les chefs des services secrets des grandes démocraties étaient, de par leur fonctions officielles, tout autant que l'essentiel des généraux d'états-majors des armées, investis automatiquement de rôles dirigeants, des fonctions tout aussi importantes ont pu être occupées par des chefs de service de polices, des parlementaires et parfois par des personnalités non élues, de simples officiers de réserve exerçant des professions anodines mais stratégiques – dans les transports par exemple.

Le démontage partiel du système a été souhaité dès la fin des années 1970, quand divers scandales impliquant les services

spéciaux italiens et des loges maçonniques ont éclaté au grand jour par le biais d'opération de police judiciaire diligentées dans le cadre de la lutte contre les terrorismes. Je dis bien « les » terrorismes, car les attentats de la gauche marxiste et ceux des anarchistes ne constituent guère plus de la moitié des attaques et du point de vue du nombre des victimes, ils sont en fin de compte bien moins significatifs que ceux qui sont imputables à l'extrême droite. Il y avait alors bien deux types de terrorisme, aux objectifs contraires et dont les acteurs n'avaient pas des moyens comparables. Les gauchistes tuaient ou enlevaient des personnalités, les anarchistes faisaient sauter des bâtiments publics, les fascistes, eux, visaient la foule. En Italie, ces différences ont été soulignées par toutes les investigations judiciaires qui s'enchaînent dans les années 1980. Les mêmes juges ont fréquemment confirmé à leur corps défendant des théories émises dès l'époque des faits par des cinéastes et des romanciers : les présumés fascistes agissaient en parfaite intelligence avec des membres du réseau « Gladio » qui leur fournissaient l'approvisionnement nécessaire en explosifs de grande intensité.

Au fil des procès les plus retentissants, certains juges conclurent à l'impossibilité de remonter les filières. Il s'agissait bien d'un projet d'État : « pour créer des tensions dans le pays, pour favoriser les tendances sociales et politiques conservatrices et réactionnaires. Bien que cette stratégie ait été mise en œuvre, il est nécessaire de protéger ceux qui sont derrière cela parce que les preuves les impliquant ont été découvertes. Des témoins ont masqué l'information pour couvrir les extrémistes de droite » [1]. De même, il est probable que les activités des Brigades Rouges aient été en partie couvertes par des membres de services spéciaux dans le cadre d'un projet global d'assainissement de la politique et de consolidation du régime. Le meurtre d'Aldo Moro ferait sens sous cet angle. De ce point de vue, le théâtre italien n'était en aucun cas comparable à celui de l'Allemagne puisque, dans ce dernier pays, la fameuse Fraction Armée Rouge était un groupe isolé et vraiment pourchassé, qui ne pouvait s'appuyer que sur le Fatah palestinien et n'était ravitaillé que très parcimonieusement par la Stasi est-allemande. À cette époque, en Allemagne, aucun

militant néo-fasciste n'a songé à prendre les armes, de même qu'en France où les militants d'Action directe ont été en ce temps-là les seuls terroristes au sens propre.

L'Italie est donc un cas d'école, sans aucun doute faut-il y voir la confirmation que le pouvoir des partis atlantistes y était le plus fragile. L'un des anciens chefs du contre-espionnage italien, le général Giandello Maletti, en a fait l'aveu en mars 2001, disant que c'est la CIA qui a fabriqué le terrorisme en Italie, et accusant nommément Richard Nixon de la décision à l'origine de l'attentat qui fit en 1969 seize morts et quatre-vingt blessés Piazza Fontana .

La Grèce et la Turquie ont vécu des situations similaires, mal connues car la transparence démocratique y est moindre. En Turquie, il s'agissait pour l'essentiel de détruire la capacité de nuisance des divers groupes communistes, armés ou non, et des maquis inexpugnables de Kurdes et de militants alévi dans certaines montagnes d'Anatolie orientale. C'est pourquoi les principaux chefs du Gladio turc ont pu quitter des fonctions militaires puis assumer celles de directeurs de prisons et de camps de concentration pour enfin être nommés dans des cabinets de gouvernements civils afin d'en surveiller les éventuelles dérives et de prévenir les envies de sortir de l'OTAN. Au besoin, des expériences de contre-guérilla ont été faites, comme le fameux attentat anti-communiste et anti-syndicaliste du premier mai 1977 place Taksim - 38 morts et des centaines de blessés. La fusillade aurait duré 20 minutes sans que la police n'intervienne pour déloger les francs-tireurs. Toutes les enquêtes postérieures de journalistes ont échoué à expliquer ce phénomène et les témoignages récents de généraux en rupture ont été tenus sous le boisseau. Dans la mesure où le coup porté en juin 2007 par le régime de R.T. Erdogan au réseau « Ergenekon » a nui aux structures de contrôle des États-Unis, on peut penser qu'une bonne partie des connexions auront été effacées.

En Italie, les relais des loges maçonniques P2, P26 et P27 ont servi de sas de contrôle pour l'accès aux plus hautes fonctions. On sait aujourd'hui que Francesco Cossiga, longtemps sous-secrétaire à la Défense, ministre à diverses reprises et enfin président de la

République, était un des chefs de l'organisation Gladio. On a la preuve que Giulio Andreotti s'est montré chaud partisan du maintien en activité de Gladio après 1990. En Grèce, il semble que les Colonels aient largement effacé les traces de leur collaboration en quittant le pouvoir. Mais des documents déclassés aux États-Unis apportent les preuves du lancement d'une première armée secrète dès 1944, sous commandement britannique et passée vers 1950 sous la direction de la CIA. Cette armée grecque bis avait pour tâche principale l'entretien d'importantes caches d'armes légères dans des secteurs montagneux de manière à créer facilement des poches de résistance en cas d'invasion. Des demandes d'investigation des origines du coup d'État de 1967 et de l'action armée secrète ont toujours été repoussées.

Pour Gladio, l'Espagne de Franco a ouvert dans les Canaries un espace d'entraînement au contre-terrorisme, opérationnel jusqu'en 1975. Mais l'Espagne a été maintenue hors de l'organisation par l'opposition des antifascistes allemands, néerlandais et britanniques. Elle n'a donc pas pu se servir des acquis de l'armée secrète dans sa lutte contre l'ETA. Du moins jusqu'en 1981, date probable de la création d'une section espagnole de Gladio. Au Portugal, les activités de l'organisation ont cessé avec la Révolution des œillets de mai 1974, les agents étrangers ont été expulsés et ceux de la police politique PIDE licenciés sans ménagements. Par souci de ne pas alimenter une polémique avec les gouvernements français, italien, états-unien et britannique, les jeunes officiers révolutionnaires liquident les preuves et effacent les traces.

Le Royaume-Uni a été certainement le centre de commandement de l'organisation dans la mesure où les USA ont toujours fait plus confiance aux Anglais qu'à quiconque pour ce genre de tâches malgré les ratés imputables aux infiltrations russes (affaire de Cambridge, Philby etc.). Dans la mesure où le MI6 était le chef d'orchestre de « Gladio », l'organisation aurait pu aisément être mise au service de ses intérêts en Irlande du Nord. On dit que Margaret Thatcher l'a souhaité et que Georges Kennedy Young, l'un des patrons du MI6, aurait été chargé du projet de constituer une cellule armée permanente à la fin des années 1970. Il est difficile de remonter la filière car certains des contre terroristes pressentis

auraient été identifiés et liquidés par l'IRA, les autres auraient préféré laisser tomber, jouir de leurs retraites et mourir dans leurs lits.

En France, les Anglo-américains montent une première armée secrète de l'arrière (*secret stay-behind army*) à la Libération, dans le dos du gouvernement provisoire. Ses effectifs sont constitués à partir de réseaux de résistance directement affiliés aux services spéciaux britanniques, gonflés d'un afflux de militants monarchistes et d'anciens fonctionnaires de Vichy ayant joué double jeu, c'est-à-dire ceux qui pensaient éviter de Gaulle et conserver Pétain ou Giraud en trahissant l'Allemagne au profit du Royaume-Uni. Leur nombre n'a jamais été révélé, mais le procès de l'ex-Maréchal fait apparaître qu'ils étaient membres des instances décisionnaires de Vichy. L'écrivain Jules Roy suggère qu'ils étaient nombreux en Afrique du Nord, pieds-noirs mais aussi arabes en rupture avec la France (Jean Amrouche par ex.) La verticale du commandement de ces hommes de l'ombre conduit directement à Winston Churchill via le SOE (*British Special Operation Executive*) En juin 1947, le ministre socialiste de l'intérieur Edouard Depreux révèle l'existence d'un « Plan bleu » devant aboutir à un coup d'État en août suivant. Les États-Uniens décident alors de dissoudre leur section française de la « *secret stay-behind army* ». Mais dans les années suivantes, une seconde organisation est mise en œuvre par un ambitieux chef du Service de Documentation Extérieure et de Contre-espionnage, Henri Alexis Ribière. Le projet est explicitement une préparation à la résistance aux occupants soviétiques. Avec la guerre d'Algérie et l'émergence de l'OAS, le SDECE perd des collaborateurs et se trouve obligé d'épurer son armée de l'ombre. En 1990, l'amiral Pierre Lacoste confirmera que le projet n'a jamais été relancé, les services français n'ayant jamais ajouté foi au risque d'invasion russe.

Il subsiste toutefois un réseau parallèle de paramilitaires qui conservent des liens directs avec des services étrangers, dépendant de l'OTAN et ne rendant guère de comptes au haut commandement français. Ces soldats de l'ombre servent de relai aux collègues italiens et britanniques depuis 1957 dans le cadre d'un outil nommé « *Allied Clandestine Committee* ». François Mitterrand

s'agace de trouver cette structure inchangée dans les années 1980, il veut que cela cesse, mais se fait reprocher son laxisme par Andreotti... Des traces de cette polémique feutrée apparaissent au moment où le ministre belge de la Défense, le socialiste Guy Coeme annonce qu'il vient de prendre connaissance de l'existence d'un réseau dont il souhaite la dissolution rapide et sur lequel le Sénat belge enquête. On est en novembre 1990.

Dans certains pays, « Gladio » n'est mis sur les rails que très tard, au moment même où on songe à le désactiver ailleurs. En Finlande par exemple, l'effet déclencheur sera l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Ailleurs, le gouvernement local n'est pas mis dans la boucle, c'est le cas en Autriche où les révélations des années 1990 apporteront la preuve que seuls des militaires ont été mouillés, les politiques ayant tous été trahis et abusés...

Le plus curieux, c'est l'importance du réseau en Suisse, dirigé par une filiale de la loge italienne P26, renseigné et encadré par le MI6. Des groupes de résistance autonomes avaient été mis en place, dirigés par le colonel Albert Bachman du GRS — Groupe renseignement sécurité — de l'armée nationale. Les hommes de Bachman ont joué un rôle dans l'assassinat de l'économiste soviétique Léonid Pantchenko, « suicidé » en 1979 dans la canton d'Argovie. À l'époque, le MI6 suivait de très près dissidents et réfugiés, dont ce Pantchenko dont on avoua ensuite qu'il aurait été proche de Boris Eltsine. Affaiblir ces Russes là visait à éviter ou du moins à retarder tout réel changement en Union soviétique de manière à favoriser la poursuite de la Guerre froide.

Il est amusant de constater que les principaux travaux sur cette question sont publiés par de sérieuses revues anglo-saxonnes telles que *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations* et que la plus part des éléments sur le sujet ont été exhumés depuis 2005 par un chercheur suisse, le professeur Daniele Ganser, alors chercheur au Centre pour les études de sécurité de Zurich [2]. Mais pas pour ce qui concerne la Suisse et le dossier russe qui sont précisément des chapitres inconnus pour les Suisses...

Vernon Sullivan

Documents joints



"Democratization in the 21st Century", Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations (Winter/Spring 2005).
(PDF – 1.5 Mo)

[1] "To create tension within the country to promote conservative, reactionary social and political tendencies. While this strategy was being implemented, it was necessary to protect those behind it because evidence implicating them was being discovered. Witnesses withheld information to cover right-wing extremists"

[2] Le lecteur trouvera ci-dessous un exemplaire à télécharger du *Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*. Pour les autres travaux du professeur Daniele Ganser, il se reportera aux *Armées secrètes de l'Otan*, qu'il peut acquérir en livre auprès de notre librairie, et que nous publions **en épisodes** sur ce site.

Source : « Porte-glaives », par Vernon Sullivan, *Réseau Voltaire*, 14 août 2013, www.voltairenet.org/article179784.html